INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Bulletin

Revenu disponible FLASH

Édition 2015

Le revenu disponible est un agrégat du secteur des ménages du Système des comptes macroéconomiques qui permet de mieux saisir la situation économique et le niveau de richesse d'un territoire. Cet agrégat a fait l'objet, récemment, de modifications conceptuelles et méthodologiques, dont les principaux changements sont énoncés à la page 2 de la présente publication. En raison de ces changements et pour assurer la comparabilité des données dans le temps, les estimations sur le revenu disponible ont été révisées rétroactivement.

Le revenu disponible représente le montant qui reste à la disposition des ménages pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne. Il correspond à la somme de tous les revenus reçus par les résidents d'un territoire donné, moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels, dont les administrations publiques (impôts, cotisations aux régimes d'assurance sociale, etc.) et les sociétés financières (cotisations à un régime de retraite à prestations déterminées). Quant au revenu disponible par habitant, il est le rapport entre le revenu disponible et la population totale d'un territoire donné. Pour connaître les définitions des différentes composantes du revenu disponible, veuillez consulter le glossaire du Système des comptes macroéconomiques canadiens.

Veuillez noter que les données complètes sur le revenu disponible à l'échelle du Québec, des régions administratives, des municipalités régionales de comté (MRC) et des régions métropolitaines de recensement (RMR)sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

Ralentissement de la croissance du pouvoir d'achat des Québécois

Selon les données provisoires les plus récentes, le revenu disponible par habitant a progressé au Québec, en dollars courants, de 1,5 % en 2014. Dans le même temps, l'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages a augmenté de 1,4 %. En conséquence, le pouvoir d'achat des Québécois, mesuré par le revenu réel disponible par habitant, s'est accru d'à peine 0,1 %, soit la plus faible croissance des neuf dernières années. Ce ralentissement s'explique essentiellement par la faible progression de la rémunération des salariés et des transferts gouvernementaux aux ménages, ainsi que par la hausse marquée des cotisations payées par les employés à un régime de retraite à prestations déterminées.

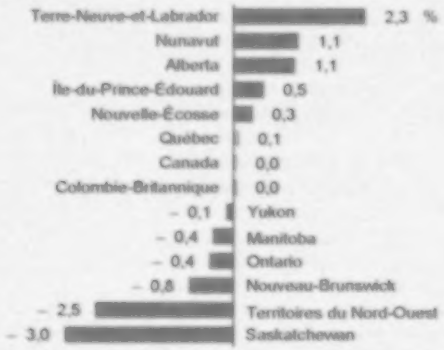
La situation n'est guère plus reluisante au Canada puisque la croissance du revenu disponible réel par habitant a été nulle en 2014. Il s'agit de la pire performance du Canada depuis la baisse de 0,7 % mesurée en 1996. Parmi les treize provinces et territoires que compte le Canada, six subissent une baisse du revenu disponible réel. Le repli le plus important a été enregistré en Saskatchewan (– 3,0 %). En revanche, avec un bond de 2,3 %, Terre-Neuve-et-Labrador connaît la plus forte progression en 2014.

Avec un revenu disponible par habitant de 26 046 $, le Québec se classe, pour une deuxième année de suite, au dernier rang des provinces et des territoires. Le meilleur rang du Québec au classement canadien fut une sixième position, place qu'il a occupée sans interruption de 1987 à 1998.

C'est l'Alberta qui affiche, en 2014, le revenu disponible par habitant le plus élevé au pays, celui-ci atteignant 40 495 $. Il devance les Territoires du Nord-Ouest (39 654 $) qui occupaient le premier rang en 2013. Outre ces deux dernières juridictions, quatre provinces et un territoire enregistrent un revenu disponible par habitant supérieur à la moyenne canadienne (30 270 $), dont le Yukon (39 443 $) et la Saskatchewan (32 249 $).

Figure 1

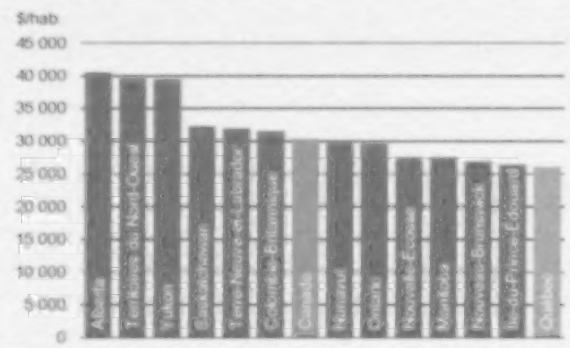
Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en termes réels, provinces, territoires et Canada, 2014/2013



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Figure 2

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, provinces, territoires et Canada, 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Québec

Explications sur l'écart de revenu entre le Québec et le reste du Canada

En 2014, la différence au chapitre du revenu disponible par habitant entre le Québec et le reste du Canada était de près de 5 500 $ en faveur de ce dernier. D'ailleurs, l'écart de revenu tend à s'accentuer au cours des dernières années. En 2004, le revenu disponible du Québec correspondait à 88,4 % de celui du reste du Canada, alors qu'en 2014, il ne représente que 82,6 %.

Le retard historique du Québec s'explique, en bonne partie, par la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible, qui a toujours été nettement plus faible que dans le reste du Canada. Cette situation peut être attribuable au fait que les Québécois, comparativement au reste des Canadiens, travaillent moins d'heures en moyenne et sont proportionnellement moins nombreux à travailler. Qui plus est, le salaire horaire des employés québécois continue de demeurer sous la moyenne canadienne.

Il importe de mentionner que sans l'intervention des différents paliers de gouvernement sous forme de transferts monétaires aux ménages (aide sociale, prestations d'assurance-emploi, rentes de retraite, crédits d'impôt remboursables, etc.), la différence de revenu entre le Québec et le reste du Canada serait encore plus grande. En 2014,

Tableau 1

Comparaison du revenu disponible et ses composantes par habitant, en dollars courants, Québec et reste du Canada, 2014

	Québec	Reste du Canada	Écart du Québec
		$/hab.	
Rémunération des salariés	24 790	29 013	-4 223
Revenu mixte net	3 513	5 078	-1 565
Revenu net de la propriété	3 234	3 645	-410
Égal :			
Revenu primaire	**31 537**	**37 736**	**– 6 199**
Plus :			
Transferts reçus	**8 235**	**7 264**	**971**
Des ISBLSM	107	130	– 23
Des sociétés financières	2 175	2 328	– 153
Des administrations publiques	5 890	4 743	1 147
Des non-résidents	63	63	0
Moins :			
Transferts payés	**13 726**	**13 461**	**265**
Aux ISBLSM	377	460	– 82
Aux sociétés financières	3 944	3 559	385
Aux administrations publiques	9 259	9 296	– 38
Aux non-résidents	146	146	0
Égal :			
Revenu disponible	**26 046**	**31 539**	**– 5 493**

Sources : Institut de la statistique du Québec
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Modifications apportées à la méthode d'estimation du revenu disponible

En novembre 2015, des modifications conceptuelles ont été apportées au *Système canadien des comptes macroéconomiques*, dont sont issus plusieurs agrégats comme le revenu disponible et le PIB. Ces changements visent à mieux rendre compte des nouvelles normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique.

Dans le but de se conformer aux nouvelles normes, plusieurs modifications ont été apportées à la méthode d'estimation du revenu disponible. Le principal changement s'articule autour du traitement des régimes de retraite à prestations déterminées. Les cotisations des employés à ces régimes de retraite sont maintenant déduites du revenu des ménages et sont considérées comme des « Transferts des ménages aux sociétés financières ». En contrepartie, les prestations versées par les régimes de retraite des employés aux retraités, qui auparavant n'étaient pas considérées dans le calcul du revenu disponible, sont désormais prises en compte et sont enregistrées sous la composante « Transferts des sociétés financières aux ménages ». À la suite de ces changements, les estimations du revenu disponible par habitant ont été révisées à la baisse dans toutes les provinces ainsi que dans l'ensemble des régions et des MRC, étant donné que les cotisations du secteur des ménages aux régimes de retraite ont été, en moyenne, plus importantes que leurs retraits au cours de la période visée par la révision.

L'ampleur de cette révision varie cependant d'un territoire à l'autre. La révision à la baisse du revenu disponible par habitant a été moins marquée dans les régions qui se caractérisent par une population relativement âgée comme la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie. Dans ces régions, où plus d'une personne sur cinq a 65 ans et plus, les prestations de retraite sont presque au même niveau que les cotisations aux régimes de retraite. En revanche, dans les régions plus jeunes, comme le Nord-du-Québec, le revenu disponible a été révisé fortement à la baisse, étant donné que globalement les cotisations aux caisses de retraite des employés sont nettement plus élevées que les prestations de retraites.

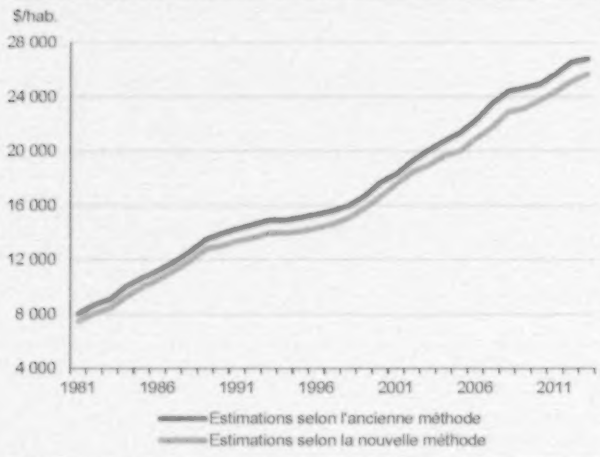
Un autre changement apporté à la méthode d'estimation du revenu disponible concerne le traitement des permis de conduire. Ils ne sont plus déduits du revenu des ménages comme auparavant. Les permis de conduire sont désormais considérés comme une vente de services. Avant ce changement, ils étaient considérés comme un transfert courant des ménages aux administrations publiques.

Notons que les données sur le revenu disponible des régions administratives, des MRC et des RMR ont été révisées rétroactivement par l'Institut de la statistique du Québec jusqu'au début des séries chronologiques afin de tenir compte de la nouvelle méthode d'estimation. Quant aux estimations des provinces et des territoires canadiens, elles ont été révisées rétroactivement par Statistique Canada jusqu'en 1981.

Pour plus d'information sur la révision du Système canadien des comptes macroéconomiques, veuillez consulter la publication de Statistique Canada à ce sujet.

Figure 3

Revenu disponible par habitant selon l'ancienne et la nouvelle méthode d'estimation, ensemble du Québec, 1981-2013



Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

les Québécois ont reçu en moyenne 1 147 $ de plus en transferts gouvernementaux que les autres Canadiens. En raison d'un taux de chômage plus élevé, les Québécois ont davantage recours aux prestations d'aide sociale. Qui plus est, le Québec reçoit, en moyenne, davantage en prestations de la Sécurité de la vieillesse que le reste du Canada, étant donné que sa population y est plus âgée. Les transferts gouvernementaux sont aussi plus élevés au Québec qu'au Canada en raison des différentes mesures d'aide financière destinées aux familles offertes par l'administration publique québécoise.

Les régions administratives : croissance plus importante à Montréal

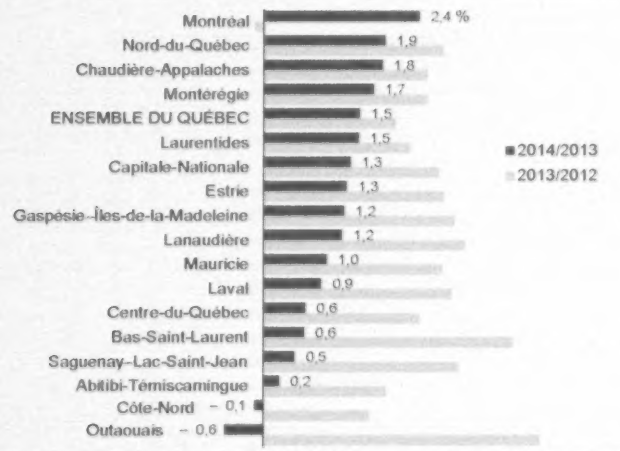
À l'échelle des régions administratives, le revenu disponible par habitant évolue en 2014 de manière contrastée. La plus forte augmentation, en dollars courants[1], a été enregistrée à Montréal. Après avoir subi une baisse en 2013, le revenu disponible par habitant de la région montréalaise connaît une progression de 2,4 % en 2014. Ce revirement de situation s'explique essentiellement par le redressement des revenus nets de la propriété et par l'accélération de la croissance de la rémunération des salariés.

Bien qu'elle ait ralenti, la croissance du revenu disponible demeure plus élevée qu'ailleurs dans les régions du Nord-du-Québec (+ 1,9 %), de Chaudière-Appalaches (+ 1,8 %) et de la Montérégie (+ 1,7 %). En effet, ces trois régions sont les seules, avec Montréal, à connaître en 2014 une hausse supérieure à celle observée au Québec (+ 1,5 %). Dans le cas de Chaudière-Appalaches et de la Montérégie, l'accroissement du revenu disponible en 2014 provient principalement de la rémunération des salariés ainsi que des revenus nets de propriété. Quant au Nord-du-Québec, la progression est attribuable, en bonne partie, à la hausse des transferts en provenance de l'administration publique provinciale et de la rémunération des salariés.

En revanche, deux régions administratives subissent une baisse du revenu disponible par habitant entre 2013 et 2014, à savoir la Côte-Nord et l'Outaouais. Dans cette dernière région, la baisse de 0,6 % enregistrée en 2014 fait contraste avec la hausse marquée de 4,3 % observée un an plus tôt. Ce repli est attribuable au fléchissement du revenu net de la propriété et de la rémunération des salariés. Quant à la Côte-Nord, le revenu disponible diminue de 0,1 % en 2014, sous

Figure 4

Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2013/2012 et 2014/2013



Sources : voir le tableau 6.

1. Étant donné qu'il n'existe pas d'indice implicite de prix à l'échelle infraprovinciale, il n'est pas possible de calculer un taux de croissance annuel du revenu disponible en termes réels par région administrative.

l'effet de la baisse de la rémunération des salariés ainsi que des revenus nets des entreprises individuelles. Il faut dire que les investissements miniers et la valeur des livraisons minérales sont en net recul dans cette région, minant ainsi la croissance des revenus de travail.

Forte d'une croissance soutenue au cours des dernières années, la Montérégie affiche, pour la première fois depuis 2011, le revenu disponible le plus élevé parmi les régions administratives, celui-ci s'établissant à 27 246 $ en 2014. Vient immédiatement ensuite, avec un revenu disponible de 27 219 $, la Capitale-Nationale. Le niveau de revenu élevé dans ces deux régions est attribuable à la forte activité sur le marché du travail et à une rémunération des salariés qui sont parmi les plus élevées du Québec.

En dépit d'une baisse enregistrée en 2014, la Côte-Nord continue de se classer dans le peloton de tête des régions administratives. Grâce à un revenu disponible de 26 917 $ par habitant, cette région côtière se classe au troisième rang. Les salaires élevés versés dans le secteur minier et les services publics sont les principaux facteurs qui expliquent un tel niveau de revenu.

À l'autre bout du spectre, les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Mauricie continuent de se situer au bas de l'échelle, en raison d'un revenu disponible de 23 317 $, de 23 324 $ et de 23 555 $ respectivement. Le faible niveau de revenu dans ces régions s'explique, en grande partie, par le fait que le taux d'emploi, la rémunération des salariés et les revenus de placement sont largement plus bas que dans le reste de la province.

Tableau 2

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, 2014

Rang	Région	$/hab.
1	Montérégie	27 246
2	Capitale-Nationale	27 219
3	Côte-Nord	26 917
4	Laurentides	26 809
5	Montréal	26 481
6	Abitibi-Témiscamingue	26 451
7	Laval	25 952
8	Lanaudière	25 420
9	Chaudière-Appalaches	25 218
10	Outaouais	25 202
11	Saguenay–Lac-Saint-Jean	24 483
12	Estrie	24 443
13	Nord-du-Québec	23 628
14	Centre-du-Québec	23 614
15	Mauricie	23 555
16	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 324
17	Bas-Saint-Laurent	23 317

Sources : voir tableau 6.

Le revenu progresse dans la plupart des MRC

Selon les données provisoires de 2014, le revenu disponible progresse dans la vaste majorité des MRC, bien qu'à des degrés divers. Sur les 104 MRC qui composent le Québec, 89 connaissent une hausse par rapport à 2013. Avec une augmentation de 5,7 %, la MRC de Beauce-Sartigan est celle qui connaît la croissance la plus prononcée en 2014. Cela constitue un net revirement par rapport à la baisse de 1,8 % enregistrée un an plus tôt. Le rebond du revenu disponible dans cette MRC de la région de Chaudière-Appalaches s'explique essentiellement par le redressement marqué du revenu net de la propriété et, dans une moindre mesure, par l'accroissement de la rémunération des salariés. Outre Beauce-Sartigan, 46 territoires supralocaux enregistrent un taux de croissance supérieur à celui observé au Québec. C'est le cas, entre autres, d'Eeyou Istchee (3,9 %) dans le Nord-du-Québec ainsi que des MRC de Memphrémagog (+ 3,5 %) et du Granit (3,2 %), situées en Estrie.

À l'opposé, 15 territoires supralocaux subissent une diminution du revenu disponible par habitant en 2014, dont Manicouagan (– 3,0 %), Gatineau (– 1,2 %), Minganie (– 1,0 %), Le Fjord-du-Saguenay (– 0,6 %) et Arthabaska (– 0,4 %).

Soulignons qu'en 2014, les MRC dont l'économie repose, en bonne partie, sur l'exploitation et la mise en valeur des ressources minérales connaissent, pour la plupart, une croissance faible ou nulle, voire négative. C'est le cas notamment de La Vallée-de-l'Or (+ 0,7 %), de Rouyn-Noranda (+ 0,1 %), de la Jamésie (0,0 %), et de Caniapiscau (– 0,1 %). Cette dernière MRC connaît d'ailleurs une troisième baisse annuelle consécutive, ce qui contraste avec les hausses importantes enregistrées au tournant des années 2010.

Malgré un léger recul, la MRC de Caniapiscau, située sur la Côte-Nord et dont la principale municipalité est Fermont, continue d'afficher le revenu disponible le plus élevé au Québec, celui-ci s'établissant à 34 725 $ en 2014 $. Elle est suivie, comme en 2013, par Les Pays-d'en-Haut (31 727 $), L'Île-d'Orléans (31 465 $), La Jacques-Cartier (31 349 $) et La Vallée-du-Richelieu (30 670 $). D'ailleurs, comme l'illustre la carte 2, les MRC les plus prospères se concentrent essentiellement dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Gatineau ainsi que dans les régions administratives de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Tableau 3

Les quinze MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé en dollars courants, 2014

Rang	MRC	$/hab.
1	Caniapiscau	34 725
2	Les Pays-d'en-Haut	31 727
3	L'Île-d'Orléans	31 465
4	La Jacques-Cartier	31 349
5	La Vallée-du-Richelieu	30 670
6	Memphrémagog	30 595
7	La Côte-de-Beaupré	29 808
8	Thérèse-De Blainville	29 508
9	Sept-Rivières	29 052
10	Les Collines-de-l'Outaouais	28 892
11	Marguerite-D'Youville	28 886
12	Jamésie	28 551
13	Vaudreuil-Soulanges	28 518
14	Longueuil	28 506
15	Brome-Missisquoi	28 369

Sources : voir le tableau 6.

En revanche, aucune MRC des régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Centre-du-Québec ne présente un revenu disponible supérieur à la moyenne québécoise (26 046 $). Les MRC qui affichent les niveaux de revenu les plus faibles en 2014 sont l'Administration régionale Kativik (19 208 $), La Haute-Gaspésie (20 611 $),

Transferts gouvernementaux

Les différents ordres de gouvernement ont versé en transferts courants plus de 48 milliards de dollars aux Québécois, en 2014. Par habitant, cela représente 5 890 $. Les principaux transferts versés aux ménages sont les prestations de la Régie des rentes du Québec (RRQ) et du Régime de pensions du Canada (RPC) (1 509 $/hab.) ainsi que celles de la Sécurité de vieillesse (1 428 $/hab.), de l'assurance-emploi (430 $/hab.), de l'aide sociale (351 $/hab.), les prestations fiscales canadiennes pour enfants, incluant les allocations familiales (287/hab.) et les prestations du programme Soutien aux enfants (268 $/hab.).

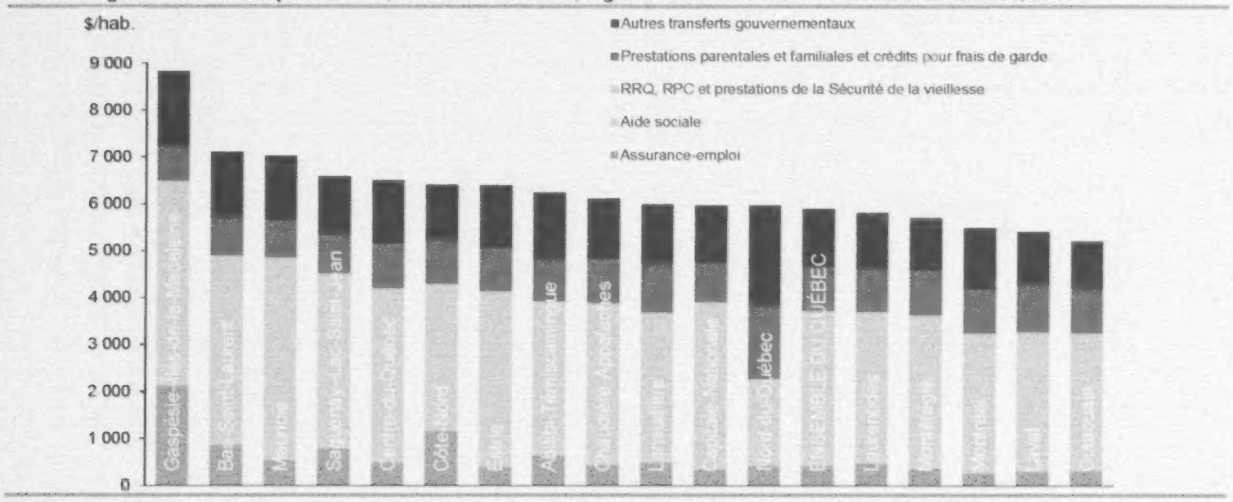
À l'échelle régionale, ce sont les résidents de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui reçoivent le plus en transferts des administrations publiques : ils ont reçu, en moyenne, plus de 8 800 $ en prestations et crédits d'impôt remboursables. En raison d'un taux de chômage supérieur à celui observé au Québec, les habitants de cette région maritime ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. De plus, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la RRQ sont particulièrement importantes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, étant donné que la population y est relativement âgée.

Après les résidents de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ce sont ceux de la Mauricie et du Bas-Saint-Laurent qui reçoivent, en moyenne, le plus en transferts des administrations publiques, soit plus de 7 000 $ par habitant.

En revanche, les régions de l'Outaouais (5 205 $) et de Laval (5 398 $) sont celles qui reçoivent le moins en transferts gouvernementaux. Les résidents de ces régions ont moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale que ceux du reste du Québec, étant donné qu'ils sont proportionnellement plus nombreux à travailler. Ayant une population relativement plus jeune, l'Outaouais et Laval reçoivent également moins en prestations de la Sécurité de la vieillesse, de la RRQ et du RPC.

Figure 5

Transferts gouvernementaux par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2014



Sources : voir le tableau 6.

Le Haut-Saint-Laurent (21 385 $), le Témiscouata (21 508 $) et La Tuque (21 539 $). Au total, 77 territoires supralocaux présentent un revenu disponible inférieur à celui de l'ensemble Québec.

Régions métropolitaines de recensement

Des six régions métropolitaines de recensement que compte le Québec, Montréal (+ 1,9 %) est la seule à enregistrer un taux croissance du revenu disponible, en dollars courants, supérieur à celui observé au Québec (tableau 7). L'enrichissement des résidents de cette RMR s'explique essentiellement par le redressement du revenu net de la propriété et par la hausse de la rémunération des salariés.

La croissance a toutefois été plus modérée dans les RMR de Québec (+ 1,2 %), de Trois-Rivières (+ 1,1 %) et de Sherbrooke (+ 0,6 %), tandis qu'elle a été nulle au Saguenay. Quant à la région métropolitaine de Gatineau, elle subit une baisse de 1,3 % en 2014, et ce, après avoir connu une hausse marquée de 4,5 % en 2013. Le repli dans cette RMR est attribuable à la diminution de la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible.

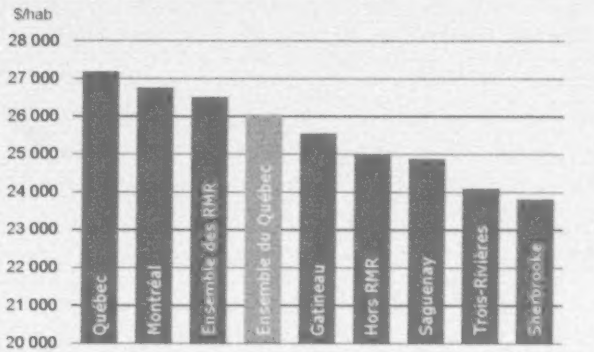
Pour une sixième année consécutive, Québec affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé des six RMR, ceui-ci s'établissant 27 179 $. Elle est, immédiatement suivie par Montréal (26 758 $), seule autre région à présenter un revenu disponible supérieur à celui observé au Québec. Viennent ensuite les RMR de Gatineau (25 547 $), de Saguenay (24 879 $), de Trois-Rivières (24 093 $) et de Sherbrooke (23 813 $). Notons que c'est la deuxième fois seulement depuis 1996 que Gatineau présente un revenu disponible inférieur à la moyenne québécoise.

D'ailleurs, les résidents de Gatineau sont ceux qui reçoivent le moins, en moyenne, en transferts gouvernementaux. Ils ont reçu 4 852 $ en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables, soit 1 038 $ de moins que la moyenne québécoise. En revanche, les RMR de Trois-Rivières et de Saguenay sont celles qui reçoivent le plus en transferts des différents paliers de gouvernement, soit plus de 6 350 $ par habitant. Les principaux transferts versés aux ménages dans ces deux RMR sont les prestations de la RRQ et de la Sécurité de la vieillesse.

Enfin, signalons que le revenu disponible par habitant des régions métropolitaines demeure largement au-dessus de celui des zones non métropolitaines. Il s'élève en 2014 à 26 511 $ dans l'ensemble des RMR du Québec, comparativement à 25 003 $ dans les territoires non métropolitains, soit une différence de 1 508 $. Toutefois, les disparités de revenu tendent à s'amenuiser légèrement entre les régions métropolitaines et non métropolitaines au cours des dernières années. À preuve, le revenu disponible par habitant des zones non métropolitaines est passé de 92,2 % de la moyenne pondérée des RMR en 2011 à 94,3 % en 2014.

Figure 6

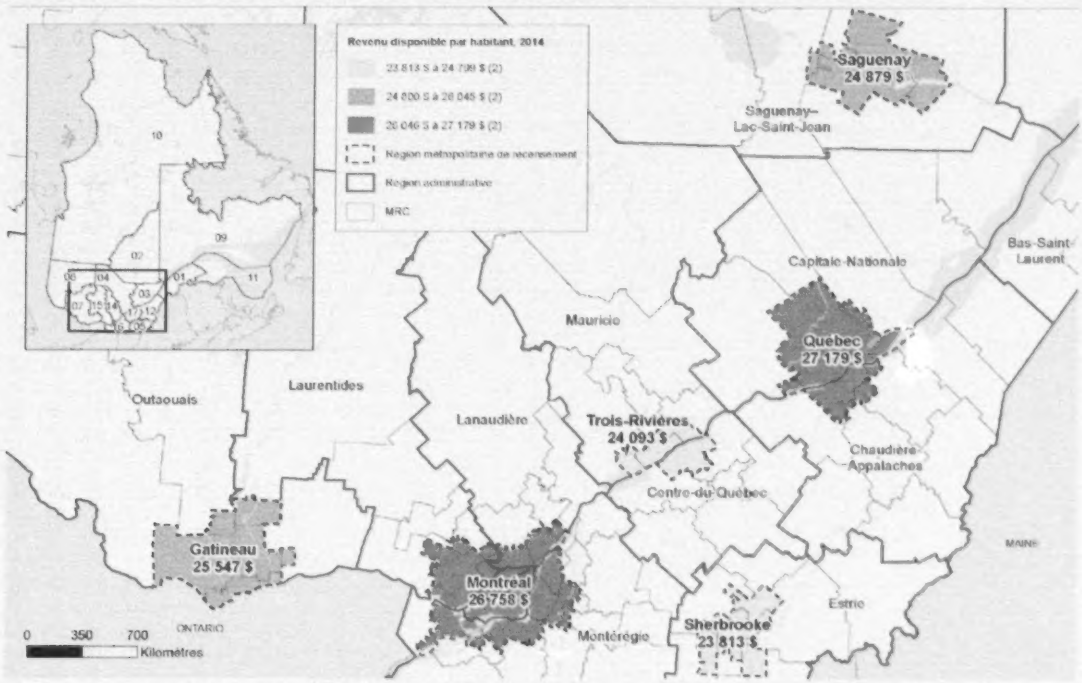
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, RMR et ensemble du Québec, 2014



Sources : voir le tableau 7.

Carte 1

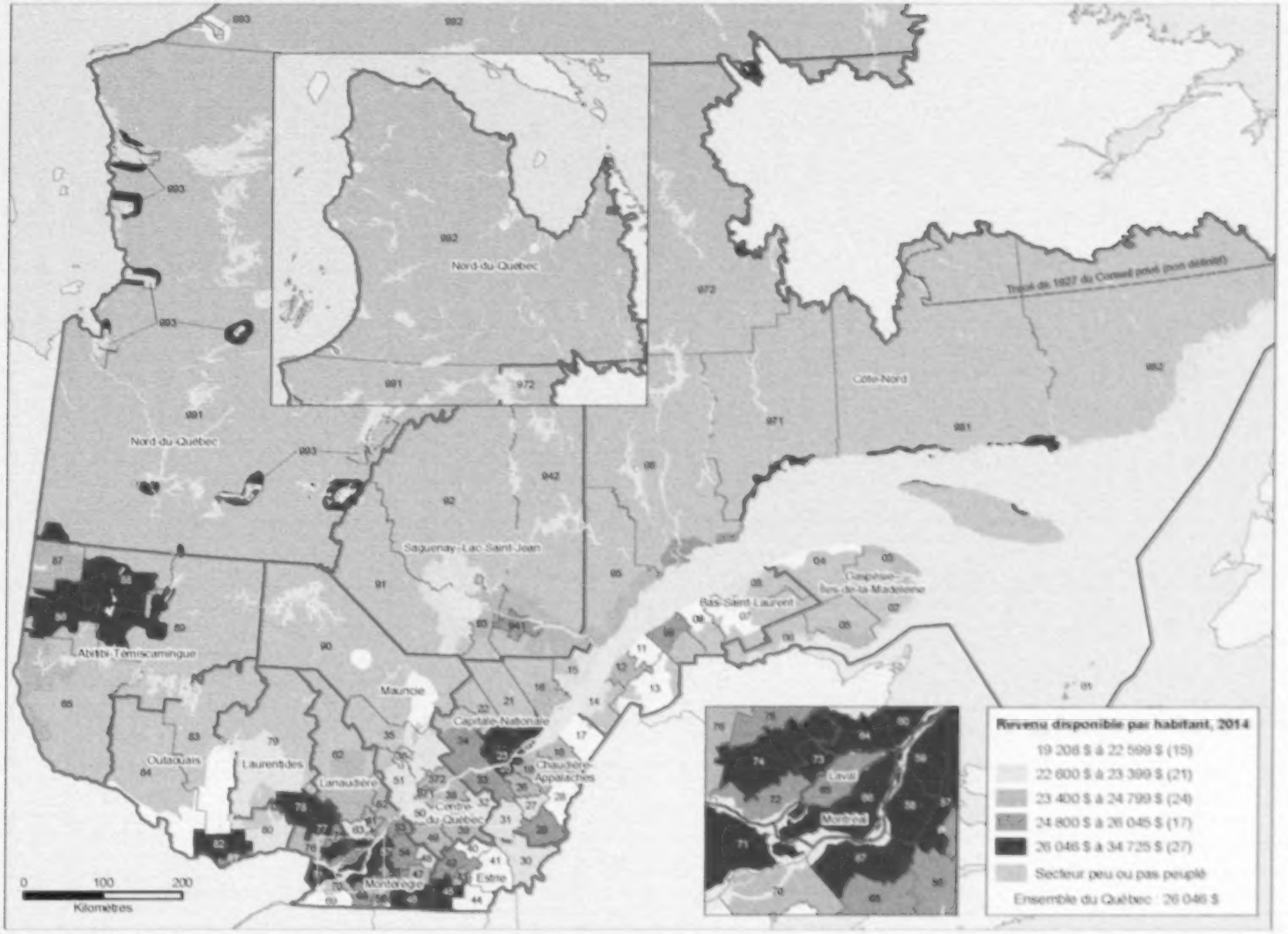
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, RMR du Québec, 2014



Sources : Données sur le revenu : voir tableau 7; données des limites géographiques : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et Statistique Canada.

Carte 2

Revenu disponible par habitant en dollars courants, selon les limites de l'écoumène, MRC du Québec, 2014



Sources :

Données sur le revenu : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec et Statistique Canada.

Hydrographie et limites administratives : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Écoumène de la population : Statistique Canada, écoumène 2011, modifié par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4

Composantes du revenu disponible par habitant, en dollars courants, ensemble du Québec, 2010-2014

	2010	2011	2012	2013	2014
	$ hab.				
Rémunération des salariés	22 071	23 026	23 842	24 421	24 790
Revenu mixte net	3 379	3 453	3 480	3 503	3 513
Revenu agricole net	99	83	88	72	71
Revenu non agricole net	1 802	1 821	1 795	1 769	1 743
Revenu de location	1 479	1 549	1 597	1 662	1 698
Revenu net de la propriété	2 851	3 023	3 126	2 968	3 234
Égal :					
Revenu primaire	**30 301**	**29 503**	**30 449**	**30 892**	**31 937**
Plus :					
Transferts courants reçus	**7 191**	**7 359**	**7 707**	**8 031**	**8 236**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	104	104	107	105	107
Des sociétés financières	1 705	1 823	1 956	2 069	2 175
Des administrations publiques	5 281	5 371	5 585	5 795	5 890
Administration fédérale	2 427	2 443	2 508	2 562	2 600
Allocations familiales et prestations fiscales pour enfants	292	289	289	290	287
Prestation universelle pour la garde d'enfants	75	77	78	78	77
Prestations d'assurance-emploi	495	444	432	423	430
Prestations de la sécurité de la vieillesse	1 217	1 273	1 339	1 383	1 428
Transferts divers et autres	347	351	371	388	377
Administration provinciale	1 566	1 589	1 673	1 781	1 776
Indemnisations des accidentés du travail	195	198	216	192	204
Prestations d'assurance parentale	213	215	221	228	229
Soutien aux enfants	268	266	268	271	268
Aide sociale	350	352	348	351	351
Transferts divers	539	567	620	739	723
Administrations autochtones	3	3	6	6	5
Régime de rentes du Québec et Régime de pensions du Canada	1 285	1 326	1 397	1 447	1 509
Des non-résidents	61	60	60	62	63
Moins :					
Transferts courants payés	**11 716**	**12 460**	**12 899**	**13 256**	**13 728**
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	372	377	386	373	377
Aux sociétés financières	3 146	3 532	3 689	3 720	3 944
Aux administrations publiques	8 067	8 428	8 791	9 021	9 259
Impôts directs des particuliers	5 234	5 579	5 794	5 928	6 082
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 348	2 347	2 468	2 556	2 628
Autres transferts courants aux administrations publiques	485	503	509	537	548
Aux non-résidents	130	131	133	142	146
Égal :					
Revenu disponible	**23 738**	**24 393**	**25 158**	**25 666**	**26 446**

Sources : Institut de la statistique du Québec
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Tableau 5

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, provinces, territoires et Canada, 2004-2014

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	$ hab.										
Canada	**21 626**	**22 237**	**23 641**	**24 696**	**25 016**	**25 192**	**27 177**	**27 094**	**28 605**	**29 706**	**30 270**
Terre-Neuve-et-Labrador	17 443	17 940	19 583	21 423	23 114	24 601	25 676	27 272	29 013	30 660	31 915
Île-du-Prince-Édouard	17 947	18 464	19 686	20 672	21 771	22 801	23 984	24 202	25 017	25 811	26 368
Nouvelle-Écosse	18 785	19 454	20 487	21 322	22 502	23 343	24 425	24 989	25 704	26 947	27 482
Nouveau-Brunswick	18 256	18 723	19 840	21 057	22 378	23 136	24 385	25 084	25 901	26 708	26 912
Québec	**19 683**	**20 011**	**20 941**	**21 785**	**22 882**	**23 158**	**23 739**	**24 393**	**25 158**	**25 666**	**26 446**
Ontario	22 655	23 021	24 214	25 162	25 977	26 745	27 795	28 218	28 478	29 222	29 667
Manitoba	19 042	19 403	20 489	21 752	22 938	23 611	24 453	25 194	26 202	27 132	27 478
Saskatchewan	19 329	19 770	21 157	23 401	26 885	26 454	27 586	29 379	30 386	32 580	32 249
Alberta	25 756	27 699	30 390	31 293	32 947	32 133	33 623	35 047	37 226	39 044	40 495
Colombie-Britannique	21 877	22 663	24 580	25 935	26 713	26 835	27 803	28 546	29 439	30 985	31 460
Yukon	26 483	27 712	29 180	32 190	33 426	33 855	36 131	37 427	38 133	38 895	39 443
Territoires du Nord-Ouest	28 103	29 170	30 432	34 721	35 502	35 412	36 947	36 942	37 046	39 686	39 654
Nunavut	22 139	22 150	23 919	22 774	26 997	25 736	27 164	27 869	28 967	29 067	29 765

Sources : Institut de la statistique du Québec
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Tableau 3

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, MRC[1] et ensemble du Québec, 2013-2014

Code	MRC par région administrative	2013	2014[p]	Var.
		$ /hab.		%
	Ensemble du Québec	28 694	29 046	1,2
	01 Bas-Saint-Laurent	23 172	23 317	0,6
57	La Matapédia	21 204	21 559	1,7
58	La Matanie	22 712	22 843	0,6
59	La Mitis	21 645	22 022	1,7
10	Rimouski-Neigette	24 990	24 938	– 0,2
11	Les Basques	21 882	22 284	1,8
12	Rivière-du-Loup	24 223	24 233	0,0
13	Témiscouata	21 174	21 508	1,6
14	Kamouraska	22 857	22 736	0,6
	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	24 367	24 482	0,5
01	Le Domaine-du-Roy	22 865	23 359	1,6
02	Maria-Chapdelaine	22 449	22 933	2,2
03	Lac-Saint-Jean-Est	24 112	24 326	0,9
981	Saguenay	25 082	25 080	– 0,0
982	Le Fjord-du-Saguenay	24 430	24 294	– 0,6
	03 Capitale-Nationale	26 961	27 218	1,0
15	Charlevoix-Est	23 379	23 359	– 0,1
16	Charlevoix	23 979	23 931	– 0,2
23	L'Île-d'Orléans	31 352	31 483	0,4
21	La Côte-de-Beaupré	29 121	29 808	2,4
22	La Jacques-Cartier	30 917	31 349	1,3
23	Québec	26 732	27 087	1,3
24	Portneuf	25 256	25 656	1,6
	04 Mauricie	23 329	23 550	1,0
35	Mékinac	22 260	22 711	1,9
36	Shawinigan	22 556	22 622	0,3
371	Trois-Rivières	24 094	24 357	1,1
372	Les Chenaux	23 240	23 543	1,3
51	Maskinongé	22 672	23 000	0,6
60	La Tuque	21 105	21 539	1,6
	05 Estrie	24 135	24 443	1,3
30	Le Granit	22 048	22 753	3,2
45	Les Sources	21 327	21 772	2,2
41	Le Haut-Saint-François	21 448	21 644	0,9
42	Le Val-Saint-François	24 640	25 178	2,2
43	Sherbrooke	23 541	23 529	– 0,1
44	Coaticook	22 069	22 296	1,0
45	Memphrémagog	29 558	30 565	3,5
	06 Montréal	28 983	29 481	2,4
	07 Outaouais	28 364	28 332	– 0,1
50	Papineau	23 142	23 321	0,8
81	Gatineau	25 417	25 103	– 1,2
82	Les Collines-de-l'Outaouais	28 922	28 882	– 0,1
83	La Vallée-de-la-Gatineau	21 569	22 217	3,0
84	Pontiac	21 110	21 740	3,0
	08 Abitibi-Témiscamingue	26 355	26 491	0,5
85	Témiscamingue	23 747	23 740	– 0,0
86	Rouyn-Noranda	27 577	27 605	0,1
87	Abitibi-Ouest	24 182	24 366	0,8
88	Abitibi	26 787	26 804	0,1
89	La Vallée-de-l'Or	27 085	27 277	0,7
	09 Côte-Nord	26 356	26 141	– 0,8
95	La Haute-Côte-Nord	23 147	23 509	1,6
96	Manicouagan	25 810	25 031	– 3,0
971	Sept-Rivières	29 606	29 852	1,5
972	Caniapiscau	34 757	34 725	– 0,1
961	Minganie	28 534	28 248	– 1,0
962	La Golfe-du-Saint-Laurent	22 264	22 462	0,9

Code	MRC par région administrative	2013	2014[p]	Var.
		$ /hab.		%
	10 Nord-du-Québec	23 144	23 429	1,2
991	Jamésie	28 554	28 551	– 0,0
992	Administration régionale Kativik	16 748	16 208	2,5
993	Eeyou Istchee	22 019	22 685	3,0
	11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 559	23 924	1,5
01	Les Îles-de-la-Madeleine	24 564	25 366	3,3
02	La Rocher-Percé	22 511	22 910	1,8
03	La Côte-de-Gaspé	23 983	24 157	0,7
04	La Haute-Gaspésie	20 282	20 611	1,6
05	Bonaventure	23 558	23 658	0,4
06	Avignon	22 570	22 974	1,8
	12 Chaudière-Appalaches	24 768	25 216	1,8
17	L'Islet	21 680	22 211	2,5
18	Montmagny	23 121	23 483	1,6
19	Bellechasse	24 641	24 699	0,2
251	Lévis	27 240	27 577	1,2
26	La Nouvelle-Beauce	24 423	24 659	1,0
27	Robert-Cliche	22 576	23 119	2,4
28	Les Etchemins	21 887	22 343	2,1
29	Beauce-Sartigan	23 918	25 287	5,7
31	Les Appalaches	22 592	22 818	1,0
32	Lotbinière	24 426	24 823	1,6
	13 Laval	28 724	29 463	2,6
	14 Lanaudière	28 145	28 429	1,0
52	D'Autray	23 588	24 058	2,0
53	L'Assomption	26 969	27 169	0,8
61	Joliette	23 674	24 094	1,8
62	Matawinie	23 412	23 974	2,4
63	Montcalm	22 314	22 859	2,4
64	Les Moulins	28 210	28 267	1,0
	15 Laurentides	28 423	28 409	1,0
72	Deux-Montagnes	25 223	25 558	1,3
73	Thérèse-De Blainville	28 588	28 938	1,8
74	Mirabel	26 139	26 762	2,4
75	La Rivière-du-Nord	24 673	24 887	0,8
76	Argenteuil	23 852	23 940	0,3
77	Les Pays-d'en-Haut	31 480	31 727	0,8
78	Les Laurentides	26 861	26 224	1,0
79	Antoine-Labelle	22 451	23 073	2,8
	16 Montérégie	26 792	27 349	1,7
46	Roussillon	27 582	28 365	2,8
47	La Haute-Yamaska	24 645	24 772	1,1
48	Acton	22 279	22 828	2,5
53	Pierre-De Saurel	24 555	24 809	0,1
54	Les Maskoutains	24 768	25 168	1,6
55	Rouville	25 484	25 625	0,6
56	Le Haut-Richelieu	25 378	25 583	0,8
57	La Vallée-du-Richelieu	30 585	30 873	1,9
58	Longueuil	28 041	28 508	1,7
59	Marguerite-D'Youville	28 397	28 889	1,7
67	Roussillon	29 982	30 613	2,4
68	Les Jardins-de-Napierville	25 153	25 308	0,6
69	Le Haut-Saint-Laurent	25 998	27 385	2,5
70	Beauharnois-Salaberry	24 434	24 621	0,8
71	Vaudreuil-Soulanges	27 980	28 518	2,3
	17 Centre-du-Québec	23 482	23 814	1,5
32	L'Érable	22 870	22 747	3,1
33	Bécancour	24 310	24 177	0,7
35	Arthabaska	23 833	23 833	– 0,4
49	Drummond	23 380	23 809	0,9
103	Nicolet-Yamaska	23 260	23 305	0,4

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014. La version géographique des MRC comprend les MRC, ou sans jumelle et des territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec et Statistique Canada.

Tableau 7

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2013-2014

Régions	Revenu disponible			Revenu primaire			Transferts courants reçus			Transferts courants payés		
	2013	2014[p]	Var.	2013	2014[p]	Var.	2013	2014[p]	Var.	2013	2014[p]	Var.
	$ Pads		%	$ Pads		%	$ Pads		%	$ Pads		%
Régions administratives												
01 Bas-Saint-Laurent	23 172	23 317	0,6	24 652	24 767	1,4	5 164	5 262	2,3	10 644	10 823	2,8
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	24 387	24 483	0,5	27 511	27 688	0,7	5 530	5 585	2,7	12 182	12 489	2,8
03 Capitale-Nationale	29 881	27 216	1,3	32 772	33 299	1,6	5 616	5 733	3,6	14 727	15 333	5,2
04 Mauricie	23 329	23 595	1,0	24 525	24 929	1,7	5 672	5 765	2,2	13 769	14 166	3,6
05 Estrie	24 120	24 443	1,3	26 822	27 468	2,5	5 667	5 764	2,2	14 365	14 777	3,7
06 Montréal	25 883	26 481	2,4	31 945	33 053	3,5	7 952	7 915	0,5	13 834	14 167	4,1
07 Outaouais	25 354	25 202	– 0,6	32 275	32 548	0,7	7 633	7 875	3,1	14 554	14 718	1,1
08 Abitibi-Témiscamingue	25 350	25 451	0,2	32 111	32 363	0,7	7 675	8 104	5,6	13 900	13 998	0,8
09 Côte-Nord	25 856	25 817	– 0,1	33 041	33 344	0,9	8 238	8 604	4,4	14 324	14 731	2,8
10 Nord-du-Québec	23 194	23 625	1,8	24 622	25 043	1,7	8 465	8 778	3,7	8 927	9 160	2,1
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 035	23 324	1,2	21 595	22 071	2,2	10 675	10 856	1,7	8 235	8 603	4,5
12 Chaudière-Appalaches	24 768	25 216	1,8	26 132	26 631	2,4	5 044	5 253	3,1	12 415	12 668	4,5
13 Laval	25 724	25 852	0,5	32 191	32 604	1,8	7 908	7 924	2,1	13 835	14 282	3,1
14 Lanaudière	25 117	25 423	1,2	29 731	30 245	1,7	7 850	8 132	3,2	12 466	12 959	3,7
15 Laurentides	25 423	25 809	1,5	31 802	32 409	1,9	7 859	8 127	3,4	13 548	13 857	3,3
16 Montérégie	25 762	27 245	1,7	32 169	33 070	2,1	7 706	8 004	3,7	14 169	14 713	3,7
17 Centre-du-Québec	23 462	23 814	2,4	25 497	26 067	1,4	5 237	5 395	1,8	13 473	13 843	3,5
Régions métropolitaines de recensement[1]												
408 Saguenay	24 883	24 979	– 0,8	28 113	28 124	0,0	6 004	6 410	3,5	13 224	13 655	2,5
421 Québec	26 854	27 179	1,2	33 645	34 409	1,5	6 226	6 670	2,0	14 421	14 126	3,3
433 Sherbrooke	23 973	23 913	0,4	26 412	26 768	1,4	6 005	6 051	2,2	13 136	13 307	3,3
442 Trois-Rivières	23 630	24 052	1,1	25 768	27 248	1,8	6 205	6 517	2,3	12 225	12 889	3,6
462 Montréal	25 248	25 708	1,9	32 233	34 118	2,7	7 448	7 616	2,3	14 433	14 878	3,0
505 Gatineau	24 695	25 547	– 1,3	34 267	33 752	– 1,5	7 336	7 556	3,3	16 728	15 818	0,0
Ensemble du Québec	25 984	26 344	1,4	30 883	31 337	2,1	6 931	6 938	2,6	13 356	13 736	3,4

1. Selon la découpage géographique des RMR au 1er décembre 2011.
2. Partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec et Statistique Canada.

Cette publication a été réalisée par :
Sous la direction de :
Avec l'assistance technique de :

Stéphanie Lefebvre
Pierre Cauchon
Sophie Desfossés
Virginie Lacharce
Danny Santagon

Cartographie :
Révision linguistique :

Maxime Keith
Esther Frève

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1er trimestre 2016
ISSN 2291-0867 (en ligne)

Pour plus de renseignements :
Stéphanie Lefebvre
Direction des statistiques sectorielles
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2401, poste 3364
Courriel : stephanie.lefebvre@stat.gouv.qc.ca

Abréviations et signes conventionnels

n	En millions
M	En milliards
k	En milliers
p	Données provisoires
r	Données révisées
Var.	Variation
Pads	Habitant

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm